

2 Politique

Éducation nationale/Harmonisation des coefficients
Le gouvernement fait marche arrièreJ. KOMBILE MOUSSA-
VOU

Libreville/Gabon

A ce qui semble, l'actuelle ministre de l'Éducation nationale, Nadine Patricia Anguile Obame, n'a pas tardé à trouver ses marques. Pour preuve, quelques semaines après sa nomination, elle est revenue sur une décision décriée prise par son prédécesseur.

A la tête de l'Éducation nationale dans le "gouvernement Issoze Ngondet I", Florentin Moussavou en avait fait une de ses mesures-phares : l'harmonisation des coefficients dans les matières enseignées au collège. Cette décision, avait-il indiqué à l'époque, était justifiée par son souci d'arrimer notre système éducatif à des standards internationaux, tout en luttant activement contre le décrochage scolaire et le redoublement dans les classes de 6e, 5e, 4e et 3e. Des maux dus en grande partie, avait-il précisé, aux coefficients particulière-



Photo : P.P/Prince Jackson

Nadine Patricia Anguile Obame, ministre de l'Éducation nationale vient d'abroger...

ment élevés en mathématiques (6) et français (6). Quelques semaines après son éviction du gouvernement, force est de constater que l'une des premières décisions de son successeur au Minéduc est l'abrogation de l'arrêté ayant fixé les coefficients dans toutes les disciplines enseignées au collège à un (1). Autant dire un véritable camouflet pour Florentin Moussavou et son équipe. Enseignante de formation,

il aurait été difficilement envisageable pour l'actuelle ministre de l'Éducation nationale, Nadine Patricia Anguile Obame, de se permettre le luxe d'appliquer une mesure qui continue d'exacerber les tensions parmi tous les acteurs de notre système éducatif. Et de traîner un boulet qui participerait du nivellement par le bas de l'école gabonaise. C'eût été, pour elle, à quelques semaines de la



Photo : Wilfried Mbinah

... l'arrêté portant harmonisation des coefficients laissé par son prédécesseur, Florentin Moussavou.

prochaine rentrée scolaire, donner véritablement du grain à moudre aux différents syndicats du secteur éducatif. Lesquels, on s'en souvient, avaient fait feu de tout bois sur la décision prise par son prédécesseur. En stigmatisant "une mesure au rabais", "une décision politicienne", "un arrêté à l'emporte-pièce". Quelle aura été l'incidence de la décision de Florentin Moussavou sur le taux de redoublement et de décro-

chage scolaire ? En l'absence d'études rigoureuses, difficile de le savoir. N'empêche que, selon certains spécialistes, elle n'aura eu aucun impact positif. Si ce n'est, selon eux, de tirer un peu plus vers le bas l'ensemble de notre système éducatif déjà confronté aux problèmes d'effectifs pléthoriques, l'insuffisance des tables-bancs, les grèves à répétition, la démotivation de plusieurs enseignants, etc.

Quoiqu'il en soit, c'est un signal fort que vient d'envoyer Nadine Patricia Anguile Obame à l'ensemble des acteurs du système éducatif gabonais. Même si elle ne donne pas les raisons ayant motivé sa décision, on ne peut s'empêcher de penser qu'elle pourrait être la résultante des rencontres qu'elle a initiées depuis quelque temps avec les responsables syndicaux, et les associations des parents d'élèves.

Une chose est désormais sûre, à la prochaine rentrée des classes, les collégiens auront de nouveau à faire à des mathématiques et français avec un coefficient 6, les sciences physiques à coefficient 3, la biologie, l'anglais à 2. Des coefficients qui, d'après certains experts, loin d'être des vecteurs d'échec, constituent au contraire des éléments incitatifs. Dans la mesure où, selon eux, l'essence de notre système éducatif repose sur la nécessité de doter notre pays des cadres scientifiques et des spécialistes des sciences humaines.

Petit angle

Pour un changement d'approche

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

UNE décision du ministère de l'Éducation nationale, sanctionnée par un arrêté signé de la nouvelle ministre, Mme Nadine Patricia Anguile Obame, vient d'annuler l'arrêté laissé par son prédécesseur Florentin Moussavou. Celui-ci concerne essentiellement "la modification des horaires d'enseignement et des coefficients dans le premier cycle de l'enseignement général" (lire ci-dessus). Cela peut susciter beaucoup d'interrogations et d'enseignements, tant cette mesure avait été ardemment défendue en son temps par le ministre sortant. Ce dernier la jugeant plutôt "indispensable et nécessaire".

"Pour minimiser les redoublements et le décrochage scolaire, nous envisageons de revoir les coefficients très élevés en mathématiques et en français", avait justifié Florentin Moussavou. Il soutenait également que "l'harmonisation des coefficients, c'est pour encourager le taux de réussite en motivant les apprenants". Tout ceci pour tordre le coup aux réserves et autres critiques émises ici et là quant à l'application de cette recommandation des états généraux de l'Éducation organisés en 2010 sous le ministre Séraphin Moundounga, mais qui, six ans après, n'était toujours pas appliquée. "C'est devenu le propre de notre société, rétorquait le ministre Moussavou face aux critiques. On critique lorsque le gouvernement observe. On trouve aussi à redire lorsqu'il décide d'appliquer..."

Le moins que l'on puisse dire, après la décision d'abroger la mesure défendue par l'ancien ministre de l'Éducation nationale, c'est que la mise en application de cette recommandation des états généraux de l'Éducation n'a pas été bien menée. Finalement, même si son importance pouvait se justifier, la manière de la mener a été calamiteuse au point où le gouvernement s'est senti obligé de reculer.

On se retrouve à quelque différence près, dans la même situation qu'au niveau de l'Enseignement supérieur avec l'augmentation des frais d'inscription décidées sous Mme Denise Mekam'ne. Sauf qu'ici, il a fallu attendre la réaction de la Cour constitutionnelle, saisie par la Mutuelle des étudiants, pour que le gouvernement temporise... Tout ceci pour relever qu'au moment où,

le gouvernement est engagé dans une politique des réformes que d'aucuns qualifient de tous azimuts, il gagnerait à améliorer l'approche avec laquelle il entend mener ces réformes. De peur de multiplier des camouflets et autres reculades. Car, une chose est de décider de réformer, une autre est de savoir passer ces réformes, dans un pays où l'opinion devient de plus en plus alerte. Il serait peut-être aussi indispensable de tenir désormais compte des critiques des uns et des autres, et non les ranger systématiquement dans la volonté de "bloquer l'action du gouvernement".

Le plus important ici étant de tout faire pour éviter de donner du grain à moudre à l'opposition et parfois aux syndicats qui, dans ce genre de situation, n'hésitent pas à crier à "l'amateurisme".

Crise post électorale

Ndong Sima appelle à un "vrai dialogue"

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

Pour l'ancien Premier ministre d'Ali Bongo Ondimba, il serait judicieux de s'asseoir pour discuter des "questions de fond" afin d'aboutir à "une sortie de crise solide". Il s'est exprimé le week-end dernier au cours d'une conférence de presse qu'il a animée à la Chambre de Commerce de Libreville.

L'ANCIEN Premier ministre Raymond Ndong Sima a, lors d'une conférence de presse, le week-end dernier, à la Chambre de Com-

merce de Libreville, proposé la tenue d'un autre dialogue. Des assises qui, selon lui, pourraient sortir le Gabon de la crise politique actuelle. Ce d'autant que, l'orateur estime que la dernière élection présidentielle à laquelle il a pris part a débouché sur "une impasse". D'où, "des monologues dans les deux camps politiques constitués". Ces monologues, poursuit Ndong Sima, "ne peuvent pas conduire à une solution de sortie de crise puisque chacun se satisfait dans son camp de ses positions". L'orateur a également dégagé d'autres pistes permettant de sortir de la crise socio-économique du

pays. C'est ainsi qu'il propose de "réformer en profondeur l'appareil judiciaire pour accroître son efficacité ; réduire la taille de l'Etat pour dégager des économies budgétaires ; rétablir les équilibres macroéconomiques nécessaires à une croissance durable ; définir et préserver les bases de la solidarité nécessaire à une croissance durable. Enfin, accroître l'intégration dans la sous-région".

Par ailleurs, l'ancien candidat à la Présidentielle du 27 août 2016 a fait un certain nombre d'observations sur les agissements des acteurs politiques de la majorité comme de l'opposition à laquelle il dit ap-

partenir. A l'en croire, la montée de l'intolérance qui se sert de l'injure et l'invective est due à l'incapacité de la classe politique gabonaise à formuler des arguments pertinents afin de sortir le pays de la crise politique actuelle". Et Ndong Sima d'ajouter : "Depuis deux ans maintenant, l'outrance, l'invective et l'injure tiennent lieu de débat politique en lieu et place de la contradiction qui permet d'opposer des arguments".

Notons par ailleurs que cette conférence de presse était également l'occasion pour le natif d'Oyem d'inviter ses compatriotes à se joindre à lui pour, a-t-il dit, sans doute dans la pers-



Photo : COE

Ndong Sima favorable à un nouveau dialogue.

pective des prochaines Législatives, "construire un nouveau parti qui travaillera sérieusement à l'élaboration de solutions (...)". Il

invite ainsi les Gabonais qui souhaitent préparer une offre politique "crédible" pour les prochaines échéances.